



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

20/03/2024

Le Hamas et les Frères Musulmans, où en sommes-nous ?

Pourquoi écrire à ce sujet ?

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il s'agit d'une nécessité de clarification. Nous avons dit, à plusieurs reprises, deux choses concernant le Hamas.

Primo, nous le qualifions d'organisation de Résistance, parce que cela correspond à la réalité et surtout parce que les Palestiniens, qui sont les seuls à pouvoir décider d'une telle caractérisation, le pensent très majoritairement.

Secundo, le Hamas est à la fois une organisation islamiste, courant politique auquel nous sommes opposés, mais aussi et surtout, de plus un plus, une organisation nationaliste arabe, qui représente une partie de la bourgeoisie palestinienne qui a choisi de combattre jusqu'au bout la colonisation afin d'en débarrasser la Palestine.

Nous avons souvent écrit sur les dangers que recèle un mouvement de libération nationale dirigé par la Bourgeoisie nationale que représentent à la fois le Fatah et le Hamas. Néanmoins, aujourd'hui, nous pensons que la priorité est la libération de la Palestine et qu'elle passe par l'union de toutes les organisations palestiniennes, y compris le Hamas. Et cette union doit se faire dans la voie de la résistance, sans compromis avec l'occupant, en ce sens, les protagonistes des cinq mouvements qui ont organisé l'attaque du 7 octobre 2023 ont montré la voie.

L'assimilation faite quotidiennement par nos *media*, véhicules de l'idéologie dominante, entre le Hamas et l'organisation fasciste des Frères Musulmans a du plomb dans l'aile. Nous avons dit, dès le début de la guerre actuelle, que la comparaison entre le Hamas et les différentes organisations maffieuses fascistes islamistes, comme Al-Qaïda, Al-Nosra ou Isis (DAESH), n'avait aucun sens. Il s'agit simplement de relayer la propagande d'Israël, dont nous avons rappelé qu'il est probablement l'État le plus menteur du monde, et ce, par nécessité vitale.

Il est bien vrai qu'historiquement, le Hamas a été créé par la fameuse confrérie, avec un coup de pouce du Shin Beth, les services secrets intérieurs israéliens. Mais les choses ont changé en deux étapes.

Depuis au moins 2011, le Hamas ne peut plus être considéré comme une organisation unique, mais est ramifié en branches qui ont souvent des positions divergentes. Ces divergences se sont exprimées essentiellement à propos de la guerre perpétré par les impérialistes occidentaux et la Turquie en Syrie, afin d'abattre le dernier régime nationaliste arabe.

Et, depuis, les choses ont évolué. La Branche armée de Gaza, les Brigades Al-Qassam, a refusé de combattre le régime baasiste. Et, depuis 2017, il en est de même de la branche politique de Gaza. En 2020, la branche qatarie, qui constitue la direction officielle du mouvement, a pris nettement ses distances avec la Confrérie.

Désormais, nous considérons que, d'abord organisation liée aux Frères Musulmans, le Hamas est devenu une organisation nationaliste de résistance à l'oppression coloniale et à l'occupation. Et cette caractérisation, qui va à l'encontre du discours dominant, véhiculé aussi bien par les proisionistes que par les partisans de la troisième voie (philosophie des torts partagés, pseudo solution à deux États, etc.), est incontournable pour qui veut comprendre la situation palestinienne actuelle.

A Gaza, le Hamas est distinct de la direction qatarie

Comme nous l'avons déjà écrit, les deux branches gazaouies de l'organisation (la politique et la militaire), ont rompu depuis longtemps avec la ligne politique des Frères Musulmans, ne serait-ce que par leur refus de soutenir

les milices fascistes islamistes qui s'attaquaient au régime syrien, avec le soutien des USA, de la France et d'Israël.

En revanche, la branche qatarie, celle des dirigeants officiels, a toujours collé aux Frères Musulmans, au moins jusqu'en 2017. Ce qui l'illustre le plus est la trahison de Khaled Mecha'al, chef du bureau politique du Hamas, en 2011, quittant Damas pour s'installer à Doha et son ralliement à la coalition islamo-atlantiste dans sa guerre contre la Syrie, un pays qui lui avait offert l'asile politique pendant 14 ans après avoir échappé à une tentative d'empoisonnement en Jordanie de la part des services israéliens. Mais, depuis le remplacement de Mecha'al par Haniyeh en 2017, la branche qatarie elle-même opère un virage conséquent.

Les Frères Musulmans, des fascistes proches de l'impérialisme dominant

La position proche des impérialistes occidentaux de la Confrérie s'est révélée complètement au moment de ce que notre idéologie dominante a appelé le « *Printemps arabe* ».

La branche libyenne a organisé en 2011 le déboulonnage de la statue de Nasser, à Tripoli. Nasser, artisan d'une des premières nationalisations réussies du tiers monde, le Canal de Suez et, à ce titre en 1956, cible d'une triple agression de la France et de la Grande Bretagne et d'Israël^[1] ; c'est à dire deux des puissances impérialistes coloniales de l'époque et leur créature. Nasser, le symbole du courant nationaliste arabe. Cette branche est également responsable de la tenue à Paris en juillet 2011, d'un congrès de l'opposition syrienne, sous l'égide des Frères Musulmans et de Bernard Henry Lévy, l'un des fossoyeurs de la Libye.

Mohamed Morsi, président fasciste islamiste de l'Égypte proclama le djihad contre la Syrie, un pays qui avait pourtant mené avec l'Égypte 4 guerres contre Israël au lieu de dénoncer le traité de paix avec Israël, comme l'a fait le petit Liban soumis à deux invasions israéliennes avec la complicité des milices chrétiennes, voire exiger le lever le blocus de Gaza, dirigé par le Hamas, leur homologue palestinien à l'époque.

Le combat de toujours des fascistes islamistes, et donc des Frères Musulmans, n'a jamais été contre Israël ni pour la Palestine, mais contre les marxistes et les nationalistes arabes, pour l'ordre impérialiste occidental, aux côtés des pétromonarchies.

2017 : le changement à Gaza et le recentrage à Doha

Cette position, alignée sur les monarchies du golfe, et les USA, a beaucoup nui au Hamas, déconsidéré parmi les populations arabes, y compris à Gaza, malgré la prise de distance des Brigades Al-Qassam, puis de la direction politique locale, avec Yahya Sinouar qui, prisonnier d'Israël à leurs côtés, avait signé avec Marwan Barghouti du Fatah, Ahmed Saadat, le secrétaire général du FPLP, un manifeste proclamant la nécessité de l'union de toutes les forces de résistance palestiniennes^[2].

En 2017, le Hamas amorce un double mouvement de recentrage, l'un affirmé, l'autre plus timide. Libéré depuis 2011, après 23 ans de captivité, lors de l'échange de 1027 captifs palestiniens contre le caporal israélien Gilad Shalit, Yahya Sinouar, alors chef de la branche armée, les brigades Al Qassam, est élu premier responsable du Hamas dans l'enclave de Gaza. Il porte avec détermination le combat de libération nationale et non la création d'un État islamique. Un peu plus tard, à Doha, Ismail Haniyeh est élu président du bureau politique du Hamas, après que son ancien mentor, le traître Mecha'al a été destitué. Son élection s'accompagne, pour la première fois, de la reconnaissance d'un État palestinien limité aux territoires occupés, comme étape.

Les évolutions de Haniyeh

Dès 2017, Yahya Sinouar reprend en mains l'organisation politique à Gaza, fait la chasse aux espions d'Israël et entreprend de renouer les liens avec le Hezbollah, qui a formé en partie les brigades al-Qassam, avec un rôle particulièrement important donné à Saleh Al-Arouri, représentant de l'organisation au Liban, que les sionistes ont assassiné le 3 janvier dernier. Les contacts avec les autres organisations palestiniennes, par le biais des militaires, les brigades Abou Ali Moustapha pour le FPLP et Al-Aqsa pour les membres du Fatah proches de Marwan Barghouti sont rétablis.

En décembre 2020, Haniyeh se rend à Beyrouth, où il a des entretiens avec des dirigeants du Hezbollah, d'abord tenus secrets. Puis le 28 décembre, le quotidien libanais *Al Akbar* révèle les faits et publie la déclaration de Haniyeh. Nous en donnons quelques extraits significatifs. « *Le Hamas ne constitue pas un membre organique de l'organisation mondiale des Frères Musulmans. Nous avons une grande cause qui s'appelle la Palestine. Nous ne pouvons plus nous déterminer sur des événements qui se produisent à travers le monde sans tenir compte de leurs répercussions sur la cause palestinienne. [...] La position du Hamas a gagné en clarté. Nous ne déterminerons pas notre position en fonction de l'attitude d'une personne, d'un gouvernement ou d'un État à l'égard des Frères*

Musulmans. Certes, nous prenons en considération cet élément. Mais notre position sera dictée par l'attitude de ce gouvernement ou cet État à propos de la résistance à l'occupation israélienne. ». C'est clairement très proche de la position qu'avaient adoptée les militants du Hamas à Gaza, militaires depuis 2011 et politiques depuis 2017. Mais Haniyeh n'en est pas resté là ; il a évoqué les rapports de son organisation avec l'Égypte puis avec la Syrie. « *Le Hamas, non seulement considère l'Égypte comme une grande puissance régionale, mais également la grande puissance régionale ayant la plus grande proximité géographique avec la principale base de la résistance palestinienne, Gaza. [...] L'intérêt de la résistance palestinienne est d'entretenir des relations directes et constructives avec le gouvernement égyptien, de manière à assurer la protection des intérêts de la résistance à Gaza, et, partant, les intérêts des Palestiniens* », a-t-il fait valoir. *Al Akhbar* explique que M. Haniyeh a fait cette déclaration d'une grande netteté afin que les autres formations relevant de la confrérie prennent conscience de la «*spécificité*» du Hamas au sein de ce mouvement. C'est d'autant plus remarquable que l'Égypte menait alors une sévère répression à l'encontre des Frères Musulmans égyptiens ; répression qu'elle mène encore puisque 8 dirigeants, dont le guide suprême Mohammed Badie, ont été condamnés à mort lundi 4 mars dernier.

Concernant la Syrie, Haniyeh a exprimé le souhait de « *tourner la page* » du différend avec la Syrie, se fixant comme objectif des « *relations pleines et entières* ». Il a déclaré : « *Nous réclamons cette relation, car nous savons pertinemment la position de la Syrie à l'égard de la résistance et que l'intérêt de la résistance l'exige* ». Et il a poursuivi par un hommage appuyé au régime baasiste : « *Ce que la résistance a obtenu de la Syrie, elle ne l'a obtenu d'aucun autre pays arabe. Le développement de notre puissance, la formation de nos cadres, le perfectionnement de notre expertise, tout y compris un lieu sûr, à l'abri des pressions et des conditions... nous l'avons obtenu de la Syrie [...] La Syrie constitue la pierre angulaire du système arabe. Si la Syrie était dans un meilleur état, nul ne se serait hasardé à normaliser ces relations avec l'ennemi.* ».

Pourquoi cette évolution en 2020 ?

Même si cette évolution était en cours, notamment sous la pression des militants de Gaza, il est probable qu'un événement, survenu quelques jours avant le 28 décembre 2020, a servi de déclic.

En effet, le 22 décembre de la même année, le premier ministre marocain Saad Edine Al Othmani signait l'accord de normalisation des relations entre le royaume chérifien et l'État colonisateur d'Israël. Or, Al-Othmani est un dirigeant du Parti de la Justice et du Développement (PJD), la branche marocaine des Frères Musulmans. Suprême raffinement, le roi Mohamed VI a laissé son premier ministre assumer la paternité de cet accord, accord aujourd'hui fortement contesté par le peuple marocain.

Al Akbar commente d'ailleurs l'accord, dans l'article reproduisant la déclaration d'Ismail Haniyeh disant qu'il constitue : « *un scandale politique et moral* ». Le quotidien critique vertement Abdelilah Benkirane, le chef du PJD, mais aussi Rached Ghennouchi, le chef de la branche tunisienne, En Nahda, grand admirateur d'Erdogan, trouvant que sa réaction à la normalisation des relations entre le Maroc et Israël a été d'une « *grande timidité* » et, à ce titre, « *choquante* ». Le journaliste d'*Al Akbar* poursuit : « *Si la Tunisie ne s'est pas engagée sur la voie de la normalisation avec Israël, ce n'est pas tant en raison de la position timorée d'En Nahda, mais grâce à la ferme position du président Kais Es Saïed, hostile à toute forme de normalisation* ». Le président Saïed, tout en ayant des positions réactionnaires, est un laïc, ennemi acharné de la Confrérie.

Quel rôle joue le Qatar ?

Un peu plus de trois ans après la publication de cette interview de son principal dirigeant, que peut-on dire des rapports que le Hamas entretient avec la Confrérie des Frères Musulmans, et que dire de la façon dont les *media* traitent cette question en France ?

Les divergences entre la branche qatarie et les organisations de Gaza, même si elles sont moindres qu'avant 2020, persistent. La direction officielle du mouvement (ce que nous appelons la branche qatarie, justement) est installée au Qatar et cela suffit à comprendre que l'adéquation avec les militants de Gaza ne soit pas parfaite. L'émirat ultra réactionnaire est un sponsor de la Confrérie, qu'il a même tenté d'utiliser à plusieurs reprises dans son conflit avec les Wahabites, une autre branche ultra-réactionnaire de l'Islam, celle soutenue par le royaume saoudien.

L'émir du Qatar ne se soucie guère du sort des Palestiniens, bien qu'il le proclame. Côté face, le Qatar a vertement critiqué les accords d'Abraham, constituant la normalisation entre Israël, le Bahreïn et les Émirats Arabes Unis, signés en septembre 2020, et qui ont servi de base à l'accord avec le Maroc que nous évoquons plus haut. Commentant cette double signature, le Qatar a annoncé qu'il ne normaliserait pas ses rapports avec Israël tant que la question palestinienne ne serait pas réglée. Il est difficile aux dirigeants qataris de revenir sur cette proclamation, quoi qu'ils en pensent, depuis la prise de distance d'Haniyeh avec les Frères Musulmans.

Côté pile, le Qatar a été le premier pays du Golfe à permettre à Israël d'ouvrir un bureau dans sa capitale. En outre, lors d'une vidéoconférence en décembre 2023, Timothy Lenderking, Sous-Secrétaire d'État Adjoint aux Affaires du Golfe Arabe des États-Unis, a déclaré : « *Le Qatar engage également le dialogue avec Israël et le fait ouvertement, par intermittence, depuis plusieurs années. Nous pouvons faire référence à l'instauration l n'est donc pas anodin que, malgré sa prise de distance, Haniyeh et son entourage par le Qatar d'un cessez-le-feu avec le Hamas et Israël il y a deux semaines : un excellent exemple de diplomatie qatarie en coulisses, où le Qatar peut user de son influence pour améliorer la situation.* » en évoquant la trêve survenue en novembre dernier et l'échange de prisonniers qui a suivi. Et, Lenderking de poursuivre : « *Notre expérience avec les Qataris qui travaillent sur ce dossier, est qu'ils sont très ouverts sur ces engagements avec Israël. Ils ont tissé des liens positifs avec les responsables israéliens concernés, et nous pensons donc que nous pouvons aller plus loin encore en ce sens. Chaque pays évoluera à son propre rythme vers la normalisation, et selon ses propres critères. Mais nous sommes impatients de voir cela se produire le plus tôt possible, car contribue à bâtir et consolider dans la région la paix et la stabilité.* ». On peut, pour terminer ce chapitre, évoquer, en 2011, la supplique de Youssef Al Qaradawi, le milliardaire Mufti du Qatar, demandant à l'OTAN de bombarder la Syrie, seul pays du champ de bataille avec le Liban à n'avoir pas signé un traité de paix avec Israël.

Et maintenant ?

Il n'est donc pas anodin que, malgré ses prises de distance avec la Confrérie, Haniyeh soit, comme d'autres dirigeants du Hamas, toujours en poste à Doha. Cela maintient une pression et un lien non négligeable avec les Frères Musulmans. Il est probable que si Haniyeh et ses amis décidaient de faire le contraire de Mecha'al, à savoir quitter Doha pour revenir à Damas, cela serait dangereux pour leur vie, car Israël a ciblé les dirigeants du Hamas présents en Syrie ou au Liban, comme Salah El-Aroui, dirigeants qui ont ou avaient adopté une ligne nationaliste et rompu définitivement avec la Confrérie.

Nous avons un exemple récent de ces tensions avec les négociations en cours, via les USA et le Qatar, afin de concrétiser une trêve qu'Israël veut provisoire, avec des échanges de prisonniers. On sait qu'une délégation israélienne va se rendre au Qatar pour ces négociations. Or, les dirigeants sionistes trouvent que les exigences des combattants palestiniens, formulées par le Hamas, en termes de durée de la trêve ou de nombres de captifs palestiniens à libérer, ou encore d'accès libre pour les camions de ravitaillement, ne sont pas acceptables. Le rôle du Qatar est de faire avaler la couleuvre aux combattants de Gaza, via la direction du Hamas autour d'Haniyeh.

Pour conclure

En conclusion, il n'est pas question d'avoir des illusions sur le Hamas, y compris sur ses branches gazaouies, qui ne sont pas des révolutionnaires. Et encore moins sur les dirigeants résidant à Doha, qui, malgré leur évolution notable, leur prise de distance avec la Confrérie, leur volonté de se rapprocher de la Syrie, restent plus ou moins sous la coupe des ultra-réactionnaires du Qatar.

Mais il faut aussi tenir compte de l'évolution de Haniyeh et caractériser de manière juste les militants du Hamas de Gaza ; ce ne sont pas des Frères Musulmans, ni des fascistes comme DAESH, mais des nationalistes arabes, qui représentent (avec une bonne partie du Fatah) cette frange de la Bourgeoisie palestinienne qui veut libérer la Palestine et en finir avec l'occupation et le régime colonial mis en place par l'État d'Israël depuis sa création.

Cette caractérisation permet de comprendre le réel et de se détourner de tous les discours portés par nos *media* et les partis politiques de droite comme de gauche, qui diabolisent le Hamas afin justement d'empêcher une compréhension juste de la situation : une guerre coloniale avec un oppresseur colonialiste et un peuple opprimé que les oppresseurs veulent chasser : une colonisation de substitution et non d'exploitation.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, sans illusion, mais sans désespoir, le chemin vers l'union en cours de toutes les forces de résistance à l'oppression coloniale, y compris le Hamas, est une condition incontournable pour mener la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

^[1] L'opération Mousquetaire est une opération militaire franco-israëlo-britannique qui, durant la crise du canal de Suez en 1956, vit des unités de ces pays intervenir pour envahir le canal de Suez, nationalisé par le colonel Nasser.

^[2] Voir Salah Hamouri « *Le prisonnier de Jérusalem* »